



# NATIONAL CAPITAL COMMISSION COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

## TENDER ADDENDUM

**Title: Request for Standing Offer Agreement– Environmental Effects Evaluation Services**

**NCC Tender File # AL1708**

**Date: August 1, 2017**

## ADDENDA À LA SOUMISSION

**Titre : Demande pour une convention d'offre à commandes pour des services d'analyse des effets environnementaux**

**Numéro de demande de soumission de la CCN no. AL1708**

**Date : le 1 aout 2017**

---

### ADDENDUM #: 1

---

The following shall be read in conjunction with and shall form an integral part of the Tender / Proposal and Contract Documents:

1. Q : Page 9 of 16 of the request for proposal document, section 4.3.1, the four last bullets refer to comparable projects included in section 4.3.2. Are these items shouldn't be included and treated in section 4.3.2 (some of these are repeated in this section)?

A: In section 4.3.1, the intention is to obtain from the consultant a summary of its Team Organization in the context, among other things, of the projects presented. Section 4.3.2 mainly concentrates on achievements of comparable projects.

2. Q : Annex 2. Who should we write for Firm's name and Previous Project.

A: Firm's name: Name of the corporation who implemented the project (you usually).  
Previous project: Name of the project presented.

---

### ADDENDA n° : 1

---

Ce qui suit doit être interprété comme faisant partie intégrante de la proposition/appels d'offres et des documents relatifs au contrat :

- 1- Q : Page 9 de 16 du cadre de référence, section 4.3.1, les quatre derniers points traitent des projets comparables qui font l'objet de la section 4.3.2. Est-ce que ces critères ne devraient donc pas être reportés et traités dans la section 4.3.2 (certains d'entre eux sont d'ailleurs répétés dans cette section) ?

R : Dans la section 4.3.1, l'intention est d'obtenir de l'expert-conseil une présentation de l'organisation de son équipe dans le contexte, entre-autres, des projets présentés. La section 4.3.2 se concentre principalement sur la présentation de la réalisation de projets.

- 2- Q: Annexe 2. À qui correspondent les champs "Nom de la société" et "Projet antérieur" ?

R : Nom de la société : Nom de la corporation qui a réalisé le projet (vous habituellement).  
Projet antérieur : nom du projet présenté.

3. Q: Section 3.2, Page 7 and Annex 1 – Fee for Services Form appears to be asking for hourly rates to include all travel to sites, meals, expenses and many disbursements. In order to include these costs, we would need exact details of what work is required at which site which is not possible on a Standing Offer of this type. Typically in a case like this, hourly rates include standard office and field equipment overhead and administration such as computers, office rental, phones, cell phones, small print jobs, other office overheads, etc.. and chargeable disbursements that can be charged separately include the items that are not defined in the RFSO such as travel to the sites, project specific field equipment, large print jobs, etc.. Would NCC consider revising what is to be included in the hourly rates or provide an exact scope of work?

A: The price table will remain as is. The intent of the Time Basis structure in section 3.2 is to reduce administration of standard overhead and administration expenses, travel, accommodations, etc... conducted in the course of projects. There is flexibility in section 3.2 to have particular expenses approved on a case by case basis by the NCC project manager (PM) based on the exact scope of work for the call up purchase order. The exact scope of work would detail the number of trips required to the NCR.

4. Q: Section 3.2, Page 7. There appears to be contradictions on this page (ie. Reproduction costs of maps, drawings, etc. included in hourly rates or invoiced separately). Could you please clarify what is included in the hourly rates.

A: All items in Section 3.2 must be included in the hourly rates excluding particular

- 3- Q: Dans la section 3.2, page 7 et l'annexe 1 – le formulaire Honoraires pour les services semble demander pour des taux horaires incluant tous les déplacements aux sites, repas, dépenses et plusieurs débours. Pour inclure ces coûts, nous aurions besoin du détail exact des travaux à entreprendre et à quel site ce qui n'est pas possible dans le cadre d'une entente permanente de ce type. Typiquement dans un cas comme celui-ci, les taux horaires incluent des coûts standards pour le matériel de bureaux et les frais généraux pour de l'équipement de terrain et l'administration tel qu'ordinateurs, location de bureaux, téléphones cellulaires, imprimerie, autres frais généraux de bureau, etc... les dépenses facturables qui peuvent être séparément inclus habituellement les items qui ne sont pas définis dans la Demande d'entente permanente tel que les déplacements aux sites, l'équipement spécifique de terrain, beaucoup de reproduction de documents, etc... Est-ce que la CCN considérera réviser qu'est-ce qui sera inclus dans les taux horaires ou donner une description des travaux?

R: Le tableau des coûts restera tel quel. L'intention de la structure des taux horaires présentée dans la section 3.2 est de réduire le niveau d'administration pour la gestion des frais généraux standards et l'administration des revues des dépenses, frais de voyage, accommodations, etc... réalisés dans le cours normal de projets. Il y a de la flexibilité dans la section 3.2 pour inclure des dépenses approuvées par le gestionnaire de projet de la CCN (GP) se basant sur l'étendue exacte des travaux dans le cadre du contrat; ces dépenses sont évaluées cas par cas. La description des travaux spécifiques détaillera le nombre de voyage dans la RCN.

- 4- Q: Section 3.2, page 7. Il semble y avoir des contradictions sur cette page (i.e. coût de reproduction des plans, dessins, etc. inclus dans les taux horaires ou facturé séparément). Est-ce que vous pouvez apporter des clarifications sur ce qui est inclus dans les taux horaires.

R : Tous les items de la section 3.2 doivent-

expenses and disbursements that will be pre-approved by the PM on a case by case basis. For example, if you provide 1 final report as part of a project and we request 10 additional reports (which was not anticipated in the initial request for proposal / call up purchase order) because we have a public consultation, 1 report will be included in the hourly rate (as per section 2.9) and the other 10 reports will be paid as disbursement based on the pre-approved cost by the PM as an extra.

5. Q: Can a consultant respond to this SOA with a specialization in only one of the consultant services listed in 2.3? "Participating as an expert and providing material (i.e., information panels) for any public or aboriginal consultation activity related to the environmental review under CEAA requirements or strategic environmental assessment."

A: No, proponents must provide all of the required services enumerated within the terms of reference.

6. Q. Supplier direct deposit & tax information form. Does a bidder need to submit this with their proposal as a mandatory bidding requirement, or, only at the time of SOA award ?

A: That form is not a mandatory bidding requirement. Only successful consultants retained will be required to complete that form.

être inclus dans les taux horaires excluant certaines dépenses et les débours qui seront pré-approuvés par le gestionnaire de projet de la CCN (GP) sur une base de cas par cas. Par exemple, si vous fournissez 1 rapport final dans le cadre d'un projet et nous demandons 10 rapports supplémentaires (ce qui n'avait pas été prévu dans la demande de proposition et bon de commande subséquent) parce que nous avons une consultation publique, 1 rapport serait inclus dans les taux horaires (tel qu'à la section 2.9) et les autres 10 rapports seront payés comme dépense basé sur le montant pré-approuvé par le GP comme extra.

- 5- Q: Est-ce qu'un consultant peut répondre à cette entente permanente avec une spécialisation dans seulement l'un des services de consultation listé dans la section 2.3? "Participer comme expert et soumettre du matériel (i.e; panels d'information) pour des consultations publiques ou autochtones relevant du processus sous la LCÉE ou une évaluation environnementale stratégique. "

R : Non, les soumissionnaires doivent fournir tous les services nécessaires énumérés dans le document de demande de proposition.

- 6- Q. Formulaire de dépôt direct et renseignements exigés en matière d'impôt sur le revenu. Est-ce que de ce formulaire doit être obligatoirement fourni avec la soumission ou est-ce qu'il pourra être remis au moment de l'attribution du mandat ?

R. Ce formulaire n'est pas une exigence obligatoire de soumission. Seulement les experts conseil retenus seront obligés de compléter ce formulaire.

Allan Lapensée  
Senior Contract Officer  
Procurement Services  
Corporate Services Branch

Allan Lapensée  
Agent principal de contrats  
Services de l'approvisionnement  
Direction des services généraux